

SYRIE : POUR EN FINIR AVEC CETTE HISTOIRE DE GAZODUCS



L'histoire est entendue, la guerre civile qui ensanglante depuis plus de 5 ans la Syrie ne peut avoir que des origines secrètes – cachées par les médias occidentaux – et qu'il faudrait chercher dans les tréfonds de ces âmes avilies par l'argent et le vice que l'on rencontrerait à foison sous les turbans arabes ou les chapeaux de cow-boys texans.

Ultime avatar des complots judéo-maçonniques qui ont agité les esprits névrosés du début du XXème siècle (jusqu'aux horreurs que l'on sait), tout ne serait aujourd'hui que conjuration pour le pétrole et le gaz, qu'affaire de « gros sous » et de géopolitique de ressources énergétiques en voie d'épuisement[1].

C'est ainsi que le printemps arabe de 2011, qui a touché la Syrie mais aussi la Tunisie, le Bahrein, l'Egypte..., serait réductible à une banale « vengeance » d'émirs qatariens et d'islamistes turcs, secondés évidemment par la CIA, et animés par l'appât du gain qui leur aurait échappé du fait de la résistance de Bachar el-Assad le président « légalement élu » de la Syrie.



(excellente carte de @KarlreMarks)

L'histoire continue de se répandre, facile à comprendre, et surtout bénéficiant de tous les avantages d'une post-vérité cachée par les dirigeants et médias occidentaux, et que les esprits éclairés et « libres » se chargent de révéler à tous.

Cela ne mériterait que dédain et amusement, si des esprits

sérieux, et surtout des dirigeants politiques briguant les plus hautes fonctions du pays, n'y succombaient avec une facilité déconcertante et surtout inquiétante sur l'avenir de pays dirigés par des personnes aussi crédules.



Nous nous proposons d'analyser cette histoire, son évolution dans le temps, pour ensuite constater qu'elle est non seulement fautive mais encore dangereuse pour la compréhension des événements en Syrie et plus largement dans le monde.

La légende syrienne du Gazoduc dans ses différents avatars :

Au plus loin que nous puissions remonter, cette histoire de gazoducs semble trouver son origine (mais nous n'avons pas de certitudes là-dessus) dans un billet de Pepe Escobar, un correspondant du Asia Times, auteur de livres polémiques sur Obama et les USA, publié par Al Jazeera le 6 août 2012 et intitulé « Syria's Pipelineistan War »[2].

A l'origine, l'histoire, confuse et peu étayée, consiste à expliquer l'origine du soulèvement de 2011 en Syrie par une opération de déstabilisation de la Turquie contre Assad pour faire échouer des projets de gazoducs concurrents au projet Nabucco, même si la Turquie est intégrée dans certains des projets en question.

L'histoire va se compliquer pour intégrer un projet de gazoduc conçu par le Qatar (le projet « arabe ») qui serait en Syrie en conflit avec le projet de gazoduc mené par l'Iran. Ce dernier ayant été préféré par Assad au projet qatarien, la CIA et les Monarchies du Golfe auraient alors déclenché des manœuvres téléguidées depuis l'extérieur pour faire chuter le régime d'Assad, et le remplacer par un dirigeant sunnite « ami », avec le succès que l'on sait.

L'histoire se cristallise donc autour de la rivalité de deux projets de gazoducs, l'un porté par le Qatar et l'autre par

l'Iran. Le premier ayant été refusé par Damas qui aurait privilégié l'autre, déclenchant en réaction une vengeance turco-américano-qatarienne[3] qui va aboutir aux manifestations de 2011, qui ne seraient donc ni spontanées, ni d'origine interne[4].

Analyser la véracité de cette histoire, fournie comme explication unique ou souterraine de la guerre en Syrie impose de revenir aux faits, c'est à dire aux différents projets de Gazoducs, à leur chronologie, puis de relever les invraisemblances de ce récit, avant d'aborder la place de ce récit dans la propagande du régime d'Assad et enfin de conclure sur le danger de cette explication, non seulement inefficace mais trompeuse sur la complexité de la situation en Syrie en 2016.

Un gazoduc peut en cacher un autre : les projets de Gazoducs dans la région en mars 2011[5]

Il faut rappeler qu'avant 1999, la Syrie était le principal producteur de gaz du Levant, à partir de champs on-shore à l'est de Homs et au nord de Palmyre (pour la plupart aux mains de l'EI au 31 décembre 2016). C'est ce qui explique que le gaz naturel est une composante importante de la consommation énergétique syrienne (25,6 % en 2009)[6], le Gaz naturel produisant 63,5% de l'électricité consommée dans le pays[7]. Ainsi la Syrie est en 2010 l'un des principaux producteurs et consommateurs de gaz naturel du secteur[8]. Les autres pays du Levant n'ont identifié que récemment d'importants champs gaziers off-shore au large de la Palestine et de Chypre (découverts à partir de 1999[9], les découvertes vont porter sur des champs à forts potentiels à partir de 2009).

Le développement du gaz naturel dans l'économie syrienne commence timidement dans les années 1980, pour porter ses fruits à partir des années 2000. Malgré les investissements et les réserves de gaz du pays, la production ne parvient pas à couvrir les besoins d'un pays en plein développement

démographique et économique, et dès 2008, les importations de gaz naturel augmentent, principalement en provenance d’Egypte par le Gazoduc AGP[10].

Les besoins en gaz naturel de la région, et particulièrement de la Syrie vont continuer à augmenter et depuis 2009, Damas réfléchit à plusieurs pistes pour augmenter ses importations, ce qui l’amène à engager des pourparlers avec la Turquie (pour y faire transiter le gaz azéri), l’Iran, et même l’Irak.

Pour ce qui est des projets de Gazoducs, il faut d’abord définir la date à laquelle on doit se placer pour établir si des projets « concurrents » ont pu jouer un rôle dans le déclenchement de la guerre en Syrie.

Le « printemps arabe » syrien a débuté en mars 2011 (les Syriens eux-mêmes ne sont pas d’accord sur la date exacte entre le 15 et le 18 mars 2011[11]).

A cette date, il existe dans la région un Gazoduc important, l’AGP qui relie l’Egypte à la Syrie à Israël et au Liban[12], et 2 grands projets de Gazoducs connus, tous au point mort pour différentes raisons :

- **le projet qatarien**[13] : ce projet a été conçu sur la base d’une étude de faisabilité de la Commission européenne en 2005[14], afin d’augmenter les importations depuis le Qatar, effectuées jusque-là par navires méthaniers. Deux routes ont été envisagées : une par l’Arabie Saoudite, le Koweït, l’Iraq vers la Turquie et l’autre par l’Arabie Saoudite, la Jordanie, la Syrie vers la Turquie. La première route (Plan B sur la carte – avec une erreur de tracé) est la plus économique mais suppose une stabilisation de la situation en Iraq, la seconde (Plan A sur la carte) est donc envisagée en 2008 mais se heurte aux refus de la Syrie et l’Arabie Saoudite.

- **le projet Nabucco** (Iran et Transcaucasie) : c'est un projet plus ancien et plus vaste, puisque datant de 2002. Il a connu plusieurs versions. D'abord destiné à amener le gaz d'Iran vers l'Europe, la tension liée au programme nucléaire iranien amène l'Europe à réorienter le projet vers le gaz d'Azerbaïdjan et du Turkménistan. Une fois le consortium international constitué[15], les pourparlers sont menés régulièrement avant que des projets concurrents portés par la Russie ne viennent court-circuiter l'avance et bloquer toute avancée dès 2010[16].

✘ Il convient d'y ajouter un projet de gazoduc à partir de l'Iran, **le projet Islamic Gas Pipeline (IGP)[17]** qui sera officialisé lors d'un accord tripartite entre l'Iran, la Syrie et l'Iraq en juillet 2011. Bien que postérieur au début de la Révolution syrienne, il semble, être le fruit de négociations entamées avant – sans que cela soit certain – aussi convient-il par soucis d'exhaustivité de l'intégrer dans les projets à prendre en compte.

✘

Tous ces projets ont un objectif principal : diversifier l'approvisionnement en gaz de l'Europe, pour rompre sa dépendance énergétique à Moscou[18], notamment en favorisant les importations provenant du Qatar, ou des champs gaziers iraniens[19] ou azéris.

Il convient de relever immédiatement qu'au-delà de cet objectif principal, la Syrie doit aussi couvrir ses propres besoins en gaz naturel. Les projets de Gazoducs étudiés ne feront pas que transiter mais approvisionneront aussi le pays.

Quand ça ne colle définitivement pas : les dates n'ont pas de liens entre elles

La simple chronologie des faits montre que rien ne peut

rattacher le sort de ces différents projets – tous arrêtés aujourd’hui – avec les événements qui vont commencer en Syrie en 2011.

printemps 2009 : Refus de Damas (sous la pression russe[20]) du projet qatarien proposé avec l’appui de la Turquie malgré des conditions avantageuses pour la Syrie, ce qui amène à privilégier un autre tracé par le Koweït et l’Irak[21].

Juin 2009 : L’Azerbaïdjan donne un accès à ses ressources à la Russie[22], et au projet South Stream[23] au détriment de du projet Nabucco qui perd une grande partie de sa faisabilité

Juin 2009 : le Turkménistan signe un accord de fourniture de gaz avec la Chine qui écarte de facto la possibilité d’approvisionner le projet Nabucco[24]

Mars 2011 : début des manifestations dans toute la Syrie, violemment réprimées et qui vont déboucher dès le mois de juin 2011 sur les premiers affrontements armés à Deraa[25], débuts de la guerre civile

Juillet 2011 : annonce de la signature de l’accord entre l’Iran, l’Irak et la Syrie pour le projet IGP[26]

On ajoutera à cette chronologie qu’en 2013, pour ses exportations vers l’Europe, l’Azerbaïdjan écarte définitivement le projet Nabucco qui est suspendu.

Lier le déclenchement des manifestations en mars 2011 à des manœuvres de déstabilisation étrangères destinées à faire chuter la dictature d’Assad dans le double but de débloquent le refus de Damas d’accéder au projet qatarien refusé deux ans avant, et bloquer un accord donné en juillet 2011, n’est donc pas sérieux du strict point de vue des dates.

Les invraisemblances de l’explication gazière de la guerre en Syrie

Au-delà des questions de date, difficilement contestables, il

faut aussi analyser les enchaînements qui mènent vers ces 3 projets, dont aucun n'a été à ce jour concrétisé.

D'abord, il faut rappeler que l'annonce par l'Iran d'un accord de principe sur un projet de gazoduc IGP passant par l'Iraq et la Syrie en juillet 2011 ne peut être considérée sérieusement. Ce projet implique de construire un pipeline dans un pays en guerre civile (Iraq) et un pays en proie alors à une forte instabilité (Syrie), et même à travers des zones qui échappent alors à l'autorité de Bagdad, les territoires contrôlés par l'Etat Islamique et les Kurdes.

Et surtout, au-delà des aspects de faisabilité technique qui n'ont jamais été sérieusement étudiés – même en 2016 – le projet IGP n'a aucun financement alors que 2 des 3 pays signataires sont frappés de sanctions financières internationales qui rendent impossible son financement par l'étranger[27].

Ce projet n'est donc pas un « concurrent » ni du projet Nabucco, ni du projet qatarien mais seulement une annonce permettant d'exercer une pression sur la communauté internationale. Tout montre qu'aucun des signataires n'a cru sérieusement à ce projet qui n'a connu aucun avancement, même du strict point de vue juridique depuis 2011.

On ajoutera enfin que si ce projet devait être mis en oeuvre, c'est avant tout avec la Russie que l'Iran se placerait en concurrence frontale.

Le projet Nabucco se heurte au contexte international, qui a amené l'Europe refuser de poursuivre le projet avec l'Iran, puis aux manœuvres russes qui ont réussi à capter les autres sources d'approvisionnement envisagées (Azerbaïdjan), dont certaines sont aussi fortement mobilisées vers l'Est et la Chine (Turkménistan).



Rien dans la non mise en œuvre du projet Nabucco ne peut raisonnablement être attribuée à Bachar al-Assad et expliquer une manœuvre de déstabilisation de sa dictature.

Le projet qatarien serait en théorie le mobile idéal d'une déstabilisation du régime d'Assad, mais la théorie ne résiste pas à l'examen des faits et des détails.

Ce projet a été rejeté par Damas en 2009, soit 2 ans avant le début des manifestations. Rien ne permet donc de lier les deux événements historiques aussi éloignés l'un de l'autre surtout lorsque le second s'inscrit dans une dynamique qui touche en 2011 plusieurs pays arabes très différents et bien éloignés des contingences de la géopolitique du gaz naturel.

En réalité, il faut rappeler que le projet qatarien a 2 routes optionnelles :

- l'option 1 : la plus courte (2900 km) et la plus économique : Qatar / Bahrein / Arabie Saoudite / Koweït/ Irak / Turquie
- l'option 2 : la plus longue et la moins rentable : Qatar / Bahrein / Arabie Saoudite / Jordanie / Syrie / Turquie

Le coût du projet oscille selon les options entre 8 et 10 Milliards de \$.

Dans tous les cas il se heurte à plusieurs obstacles politiques majeurs, devant lesquels le refus de Damas de 2008 pèse peu.

D'abord, la route la plus courte traverse l'Irak du Sud au Nord, de Bassorah (zone chiite) jusqu'au Kurdistan, dans des régions où justement la situation est très instable et le pouvoir de Bagdad contesté.

Voici d'ailleurs la carte la plus sérieuse sur cette route, qui a toujours été privilégiée par la Turquie pour ce projet, et qui ne concerne pas la Syrie :



Ensuite et c'est l'obstacle essentiel, quelle que soit la route choisie, le gazoduc doit passer soit par les eaux territoriales, soit par le territoire saoudien.

Or, l'Arabie Saoudite est aujourd'hui en rivalité directe avec le Qatar, et s'oppose à tous les projets qui augmenteraient les exportations qatariennes. Par exemple, le projet de gazoduc Al Khaleej entre le Qatar et le Koweït a été bloqué dès 2002 par Ryad.

Ainsi, même si Damas avait accepté le projet qatarien (et turque), il n'aurait pas été mis en œuvre du fait du blocage saoudien.

Il n'est donc pas soutenable d'avancer qu'un renversement de Bachar al-Assad aurait pu débloquent un projet, objet d'un veto de l'Arabie Saoudite constant depuis plusieurs années.

On pourrait ajouter que la situation de la Turquie, impliquée dans la plupart des projets et elle-même intéressée par une prolongation du gazoduc AGP de Homs jusqu'à Kilis, contractualisée avec Damas dès 2000, exclut toute déstabilisation du régime d'Assad pour des motifs gaziers[28], sans même se pencher sur la question kurde.

Il est intéressant de développer également que cette théorie méconnaît la réalité des processus de décision particulièrement complexes en matière d'investissement en infrastructures gazières ou pétrolières, qui place les critères de faisabilité technique, de financement et de rentabilité du projet de pipeline bien avant ceux liés au contexte géopolitique[29].

Enfin, il n'échappera à personne que la situation actuelle de la Syrie, comme celle de l'Iraq, ne permettent pas d'envisager la construction d'un gazoduc, dont le projet a été abandonné dès 2009.

Certains des détails donnés ci-dessus sur les différents projets, tirés d'études techniques ou spécialisées, ne se retrouvent pas dans la présentation « grand public » de ces projets, notamment des notices Wikipédia en français[30] ou en anglais[31], signe de l'enjeu pour la propagande du régime et de ses alliés russes et iraniens de la construction de cette histoire et de sa diffusion au plus grand nombre.

La « main de l'étranger » : un marronnier de la propagande d'Assad

Toutes les dictatures ont une tendance naturelle à essayer de disqualifier la contestation politique, qui ne serait que manœuvre de déstabilisation menée par l'étranger.

Mais la dictature d'Assad, qui dure depuis plus de 40 ans, porte cette propension à la hauteur d'un habitus fondamental et structurant de sa propagande : un « vrai » syrien ne peut remettre en cause la domination du clan Assad-Makhlouf sur tout le pays sans être un agent de l'étranger.

C'est ainsi que dès le mois de mars 2011, confronté à une contestation politique générale, dans tous le pays et dans toutes les communautés (y compris les Alaouites, Druzes et Chrétiens), Bachar al-Assad va voir dans cette agitation une manœuvre d'un ennemi étranger[32].

L'histoire du conflit des gazoducs irano-qatariens, née en 2012, ne viendra que donner un mobile « plausible » à un discours déjà bien formaté dès le début de la contestation populaire.



Pourtant, l'ampleur de la contestation ne peut résulter d'une manœuvre de déstabilisation orchestrée par un service secret, aussi puissant soit-il. Les manifestations vont toucher toutes les villes du pays, se répéter avec une remarquable constance, et avec des slogans intimement liés à des questions internes à

la Société syrienne, à ses aspirations et ses besoins quotidiens.

La pérennité du mouvement tient à la fois à la profondeur des aspirations des Syriens, et aux maladroites du régime qui a mêlé répression violente, arbitraire et concessions ciblées, provoquant même des critiques au sein de son appareil de sécurité[33].

Certes, la Syrie par ses actions de soutien des terroristes, y compris jihadistes en Irak par exemple, est depuis longtemps (comme la Corée du Nord et l'Iran) sur la liste des pays considérés comme hostiles par l'administration américaine. Plus même, dès 2006, les Etats-Unis assument ouvertement cette hostilité, qui n'est pas exempte de collaborations ponctuelles dans la lutte contre le terrorisme, et s'engage à soutenir toutes les initiatives permettant de changer le régime et de mettre fin à la dictature.

Les télégrammes confidentiels révélés par Wikileaks sont clairs sur le sujet, et relèvent de positions classiques d'une grande puissance soucieuse de défendre ses intérêts[34].

Pour autant, cette posture, adoptée en 2006[35], et révisée ensuite par l'administration américaine, et surtout elle est loin d'être suivie d'effets. Il n'y a aucun lien avéré entre ces intentions hostiles de 2006, sur lesquelles l'administration US est rapidement revenue (dès 2007-2008), avec les événements de mars 2011.

La mobilisation des Syriens repose d'abord sur des causes endogènes et non manipulables depuis l'étranger : crise économique liée à la succession de sécheresse qui frappe le pays de 2006 à 2011[36], et aux échecs de la libéralisation de Bachar, associée à une énorme pression démographique (la population passe de presque 13 Millions d'habitants en 1990 à plus de 22 Millions en 2011), avec une forte représentation de la jeunesse (âge médian de 21,7 an en 2010 pour les hommes et

de 22,1 pour les femmes).

En 2011, la situation sociale syrienne est explosive depuis plusieurs années, avec un important exode rural, une communautarisation confessionnelle croissante[37], une forte hausse des inégalités, et un décalage entre les attentes d'une jeunesse nombreuse et des capacités d'intégration économique qui se réduisent. Et les maladroites d'une répression violente particulièrement à l'égard des jeunes et même des enfants, comme Hamza al-Khateeb[38] vont pousser au déclenchement d'une révolution.

L'étude des révolutions dans l'Histoire montre que ces facteurs sont largement suffisants pour expliquer une crise politique et une contestation des dirigeants. Des opérations de déstabilisation ne peuvent agir sur des tendances aussi lourdes, notamment du point de vue démographique et économique.

Il n'y a donc aucune raison de donner du crédit à la propagande du régime qui n'a cessé depuis le début de dénoncer un complot étranger.

Pire même, l'enchaînement des événements montre qu'en réalité, le mouvement de contestation est bien né en Syrie, et émane de Syriens vivant dans leur pays et non d'exilés ou de groupes extérieurs.

En effet, profitant des événements du printemps arabe[39], des groupes de syriens vont tenter à plusieurs reprises de mobiliser des manifestations hostiles au régime depuis l'étranger, notamment via les réseaux sociaux. Ce seront à chaque fois, des échecs complets, comme début février 2011 où l'appel à manifester lancé sur facebook[40] ne débouchera sur AUCUNE manifestation[41].

La thèse du complot étranger comme explication de la guerre en Syrie n'est tout simplement pas sérieuse, en tout cas dans le cadre d'une démarche scientifique. Dès lors, la question d'un

hypothétique mobile à ce complot, lié à des projets de gazoducs devient sans objet.

Conclusion : le danger des explications capillotractées

Face à ces arguments, dont certains ne nécessitent pas une analyse ni une recherche très profonde[42], on reste étonné de la prospérité de l'explication gazière de la guerre en Syrie, pourtant au moins relativisée, dans toutes les publications sérieuses[43].



Cette thèse fausse et farfelue en dit beaucoup sur les carences cognitives de ses défenseurs que sur la réalité d'évènements historiques bien documentés, et accessoirement sur les désastres collectifs auxquels amène cette période ou surmédiatisation rime avec désintellectualisation.

Les enjeux et choix énergétiques, l'accès aux ressources pétrolières rares sont évidemment des éléments essentiels de compréhension des évènements géopolitiques et historiques.

Il n'est bien évidemment pas question de le nier ici.

Il suffit de rappeler que le partenariat américano-saoudien symbolisé par l'entrevue Roosevelt / Roi Ibn-Saoud sur le Quincy le 14 février 1944 est un élément structurant pour tout le Moyen-Orient[44].

On peut aussi évoquer les tensions entre la Russie et l'Ukraine pour la Crimée puis pour le reste du pays, dont le lien avec les projets de gazoducs est évident[45], ou les tensions dans le Caucase entre Russie et Azerbaïdjan[46].

Il est intéressant de relever que ces ingérences russes, motivées par des projets de gazoducs, sont ignorées par les mêmes qui dénoncent une prétendue action de la CIA téléguidée par le Qatar en Syrie en 2011.

Mais force est de constater que les enjeux de la guerre en Syrie sont d'abord syriens, et la régionalisation du conflit ne va intervenir que plus tard. Les interventions des soutiens étrangers du régime sont aussi anciennes (2012) et bien plus importantes que celles des soutiens de la rébellion[47].

Le danger de propager l'histoire des gazoducs comme explication de la guerre en Syrie réside aussi bien dans la méconnaissance des origines et raisons de la contestation politique du régime, que dans la négation des interventions étrangères sans lesquelles Bachar al-Assad ne serait plus au pouvoir.

Elle dénote une vision particulièrement dénigrante du peuple syrien, incapable de revendiquer par lui-même, et sans être manipulé par des services étrangers, plus de liberté et un meilleur partage des richesses du pays.

Enfin, chercher un complot pour le gaz ou le pétrole dans toute crise politique est un moyen facile d'éviter pour des dirigeants en difficulté, d'assumer leurs responsabilités et de tirer les conséquences de leurs échecs, deux aspects essentiels d'un mandat politique dans une Démocratie, déjà trop souvent oubliés par nos dirigeants actuels.

Il serait donc regrettable que le prochain locataire de l'Elysée continue de s'y adonner à nos dépens.

[1] Rappelons que les histoires de gazoduc existent aussi pour une explication complotiste de la guerre en Afghanistan de 2001 : http://www.liberation.fr/planete/2002/01/05/sous-le-conflit-afghan-des-pipelines_389449

[2] <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/08/201285133440424621.html>

[3] Un exemple des délires complotistes : <http://yournewswire.com/wikileaks-cables-reveal-usa-signed-death-warrant-for-assad/>

[4] La « cristallisation » de cette histoire découle d'une série d'articles à l'automne 2012, voir : ANSAMED 01/10/2012 http://www.ansamed.info/ansamed/en/news/nations/turkey/2012/10/01/Syria-new-markets-Qatar-gas-Al-Assad-analyst_7560833.html

[5] On se reportera à l'excellente étude Hakim Darbouche, Laura El-Katiri & Bassam Fattouh, *East Mediterranean Gas : What Kind of Game Changer ?*, NG71, December 2012, Oxford Institute For Energy Studies, disponible ici : <https://www.oxfordenergy.org/publications/east-mediterranean-gas-what-kind-of-a-game-changer/>

[6] A comparer à 15% pour Israël ou 0,6% pour le Liban (chiffres de 2010)

[7] A comparer à 36,6% pour Israël et 0% pour le Liban (chiffres de 2010)

[8] La Syrie consommait en 2010 9,63 Bcm sur 14 consommés sur la zone Chypre-Liban-Israel-Syrie dont 8,94 Bcm tirés de ses ressources locales et 0,7 Bcm importés

[9] Le premier champ gazier off-shore découvert est Noa au large d'Israël en 1999, puis en 2000 d'autres champs au large des côtes israéliennes et de Gaza.

[10] Arab Gazoduc Pipeline, Gazoduc qui relie l'Egypte à la Syrie « utile » sur un axe du Sud au Nord de Deraa à Alep en passant par Damas et s'arrête à Homs.

[11] Le 15 mars 2011 est le début des manifestations à deraa après l'arrestation d'adolescents le 13 mars, le 18 mars 2011 est le premier vendredi de manifestations dans tout le pays, appelé « vendredi de la dignité », qui sera violemment réprimé

dans plusieurs villes, avec les 4 premiers morts et des centaines d'arrestations.

[12] Ce Gazoduc de capacité limitée est la cible de nombreuses attaques terroristes de l'EI dans la Sinaï et a cessé de fonctionner régulièrement depuis 2011.

[13] *Is the Qatar-Iraq-Turkey-Europe Natural Gas Pipeline Project Feasible ?* Report Nr. 23 – January 2011, ORSAM – Ankara 2011.

[14] Le projet est porté par la Qatar Petroleum et Exxon-Mobile East Marketing Limited Company.

[15] Le consortium est formé de la Société Nabucco International et de 5 compagnies nationales.

[16] *Quelles perspectives pour Nabucco et South Stream?*, Rapport réalisé pour le CONSEIL FRANÇAIS DE L'ÉNERGIE, Sous la direction de Zaki Laïdi, IEP Paris – juillet 2010

http://www.wec-france.org/DocumentsPDF/RECHERCHE/Contrat56_Rapportfinal.pdf

[17] Appelé curieusement « gazoduc de l'amitié » dans la page Wikipédia française de présentation :

[18] En 2011, la taille des réserves de gaz naturel réparties entre de nombreux pays concerne 3 acteurs majeurs : la Russie (1^{ère} réserve de gaz naturel), l'Iran (2^{ème}) puis le Qatar (3^{ème}).

[19] C'est ainsi que sur la question du gaz naturel, l'Iran, qui développe ses champs gaziers de Fars, se place ainsi clairement en rivalité avec la Russie.

[20] Le refus est officiellement motivé par la volontiers de préserver l'amitié entre la Syrie et la Russie et donc les intérêts de Moscou, voir ici : <https://www.rt.com/op-edge/syria-russia-war-oil-528/>

[21]

<http://www.thenational.ae/business/energy/qatar-seeks-gas-pipeline-to-turkey#full>

[22] accord signé avec Gazprom le 25 juin 2009

[23] le projet de gazoduc South Stream est lui-même arrêté en décembre 2014 et remplacé par un projet commun russo-turc le Turkish Stream.

[24] China, Turkmenistan seal long-term energy deal , AP 25 juin 2009, <https://www.highbeam.com/doc/1A1-D991I3P80.html>

[25] Ces affrontements à Deraa ne sont pas le fait de mercenaires étrangers mais d'abord de déserteurs de l'armée syrienne, qui font défection par unités entières et s'opposent aux forces fidèles au régime chargées de la répression de la contestation à Deraa.

[26] La date de conclusion de l'accord de juillet est opportunément avancée à mars 2011, ce qui est faux, dans certaines sources russes <https://www.rt.com/op-edge/syria-russia-war-oil-528/>

[27] Voir à ce sujet Hakim Darbouche, Laura El-Katiri & Bassam Fattouh, East Mediterranean Gas : What Kind of Game Changer ?, déjà citée p. 17.

[28] Pour la stratégie de la Turquie en matière de gaz en 2011 : Ahmet K. Han, *Turkey's Energy Strategy and the Middle East: Between a Rock and a Hard Place*, in *Turkish Studies*, 12:4, 2011, http://acikerisim.khas.edu.tr:8080/xmlui/bitstream/handle/123456789/909/IISBF_2011_A_Han_Makale.pdf?sequence=1

[29]

http://www.jacobs-university.de/sites/default/files/downloads/decision-making_for_supplying_energy_projects_a_four-dimensional_model.pdf

[30] Notice Wikipedia en français sur le projet Qatar :
https://fr.wikipedia.org/wiki/Gazoduc_Qatar-Turquie et sur le
projet iranien :
https://fr.wikipedia.org/wiki/Gazoduc_Iran-Irak-Syrie

[31] Notice Wikipédia en anglais sur le projet Qatar :
https://en.wikipedia.org/wiki/Qatar-Turkey_pipeline et sur le
projet iranien :
https://en.wikipedia.org/wiki/Iran-Iraq-Syria_pipeline

[32] Discours du 30 mars 2011 :
<https://www.theguardian.com/world/2011/mar/30/syrian-protests-assad-blames-conspirators>

[33]
http://mobile.lemonde.fr/syrie/article/2016/12/01/le-chef-du-r-enseignement-syrien-regrette-un-manque-de-fermete-au-debut-du-soulevement_5041756_1618247.html?xtref=https://www.google.fr/

[34] La Russie adopte ouvertement les mêmes postures à l'égard des régimes hostiles sans que cela ne pose de problème à ceux qui dénoncent sans barguigner l'interventionnisme US ou de la CIA.

[35] Le texte généralement cité date de décembre 2006 et est ici : https://wikileaks.org/plusd/cables/06DAMASCUS5399_a.html

[36] En réalité la situation de l'eau en Syrie s'est dégradée de manière continue depuis la fin des années 90 et c'est dans une situation très fragile que 5 années de sécheresse consécutives vont se succéder à partir de 2005.

[37] La confessionnalisation de la Syrie est à la fois la conséquence des choix du régime, des influences iraniennes, mais aussi de la perte des liens sociaux traditionnels du fait de la crise économique et de l'exode rural.

[38] https://fr.wikipedia.org/wiki/Hamza_Ali_Al-Khateeb

[39] Le printemps arabe débute en décembre 2010 en Tunisie et

en janvier 2011 en Egypte.

[40] voir ici :
<http://www.france24.com/fr/20110204-syrie-facebook-mobilisation-manifestation-appel-calme-damas> et
<http://www.rtl.be/info/monde/international/en-syrie-un-appel-a-manifester-contre-la-monocratie-pas-suivi-212868.aspx>

[41] d'une manière plus générale et contrairement aux autres printemps arabes, le rôle des réseaux sociaux et d'internet – très surveillé et insuffisamment répandu – est mineur dans le début de la contestation syrienne de 2011, voir XXXXXX

[42] Les articles sont pourtant nombreux qui démontent ce mythe des gazoducs, sans rencontrer le succès des articles propageant cette légende fausse, voir par exemple :
<http://www.thenational.ae/business/energy/robin-mills-syrias-gas-pipeline-theory-is-a-low-budget-drama> ou :
<http://www.lecommercedulevant.com/economie/petrole-et-gaz-liban/le-conflit-syrien-serait-il-lie-des-projets-de-gazoducs-regionaux/2349> ou encore :
<http://www.truth-out.org/news/item/37685-the-war-against-the-assyad-regime-is-not-a-pipeline-war>

[43] voir l'excellent article de David Rigoulet-Roze « *La variable énergétique dans la crise syrienne – La question stratégique du contrôle d'un futur gazoduc méditerranéen* » in *Confluences Méditerranée*, 2014/4, N° 91, pp. 95-106 :
<http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2014-4-page-95.htm>

[44] Même si les Historiens savent qu'en réalité la question du pétrole et du pacte Arabie Saoudite / USA est scellée bien avant cette entrevue qui n'ont été évoqués que la question de la Palestine :
<http://orientxxi.info/magazine/la-legende-du-pacte-du-quincy,1213>

[45] Pasquale DE MICCO, *IN-DEPTH ANALYSIS : Changing*

pipelines, shifting strategies: Gas in south-eastern Europe, and the implications for Ukraine, Policy Department, Directorate-General for External Policies, UE, 2015 :

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/549053/EXPO_IDA\(2015\)549053_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/549053/EXPO_IDA(2015)549053_EN.pdf)

[46]

http://www.laender-analysen.de/russland/rad/pdf/Russian_Analytical_Digest_56.pdf

[47] sur le soutien inconditionnel de la Russie à Assad dès 2011 : « *La Russie face aux révoltes libyenne et syrienne – des enjeux jugés majeurs, une politique défensive* » de Anne de Tinguy, in LES ONDES DE CHOC DES RÉVOLUTIONS ARABES, Presses de l'IFOP – 2014, Chapitres 4 pp. 85-103 : <http://books.openedition.org/ifpo/6930?lang=fr>